

Le 15 novembre 2021 a eu lieu à Varsovie (Pologne) la première session de la Commission d'Enquête Parlementaire concernant le *Covid-19 Nuremberg 2.0* avec la participation d'avocats allemands de renommée, Maître Reiner Fuellmich et Maître Vivianne Fischer, qui dénoncent le « hors-la-loi » de grandes internationales. Le 16 novembre il a été signé à Varsovie la Déclaration contre le nouveau totalitarisme.

\*\*\*

Varsovie, le 16 novembre 2021

### **Déclaration de Varsovie contre le nouveau totalitarisme**

Etant réunis en novembre 2021 dans la capitale polonaise, Varsovie, nous adressons aujourd'hui au monde entier ce message très important et très urgent. Il est évident pour nous que l'humanité se retrouve à ce jour en face du plus grand défi de toute son histoire. Des grandes multinationales, ayant leurs activités surtout dans le domaine numérique, bancaire et pharmaceutique, ont entrepris une grande réfection de notre monde, et ce faisant, détruisent d'une manière sans précédent la santé, les richesses et la vie de milliards des personnes. Dans le but d'élargir leurs domaines d'influences et de leur acquis, les groupes mondialistes centrées sur l'idéologie du sanitarisme, ont commencé – avec préméditation – des agissements criminels ayant pour but de provoquer le chaos mondial, avec comme résultat des importants mouvements sociaux, des problèmes économiques et des guerres sanglantes. Il est établi à ce jour que le remède prévu contre une telle situation devrait être le contrôle politique et financier strict imposé aux populations, sous le prétexte d'un faux souci de préservation de la santé, d'équilibre économique et de sécurité. Les gouvernements de plusieurs pays, étant sous l'influence des globalistes, luttent contre leur propre population, à une échelle jamais connue auparavant. Ces gouvernements sont devenus ainsi les superviseurs locaux des groupes d'oppression, groupes criminels et internationaux. Les gouvernements ont dans la majeure partie monopolisé la sphère médiatique et ont obtenu ainsi la soumission dans le domaine de contrôle et de coercition, en effondrant les lois fondamentales et les libertés individuelles, en se servant du mensonge, de la terreur et de la peur. Les effets néfastes de ces agissements se sont fait connaître dès aujourd'hui à travers l'augmentation du nombre des décès, à travers l'activité économique détruite, au travers de difficultés d'accès aux soins. La violation systématique du secret médical et de l'intimité suscite beaucoup d'inquiétude. En même temps, se profilent à notre horizon, des dangers encore plus importants. A ce jour, nous ne connaissons pas d'effets à long terme des expérimentations médicales imposées par les gros groupes pharmaceutiques. Nous ne savons pas non plus quel sera l'ampleur des dégâts causés par cette limitation artificielle d'activité économique et des relations interhumaines.

C'est depuis la capitale polonaise, ayant fait l'expérience des deux périodes totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle, que nous appelons toutes les personnes de bonne volonté à se réunir ensemble au-delà de toutes les divisions, et ceci devant l'asservissement qui s'approche rapidement de nous tous.

La vie humaine ne peut être régie par aucune idéologie qui menacerait la dignité de la personne humaine, la vérité et les lois naturelles.

La dignité est un signe intrinsèque, inné et naturel de l'homme, indépendant du contexte social et historique. Pour cette raison la personne humaine ne doit pas être traitée comme un objet manipulable ni comme un moyen pour un but quelconque – comme ceux prévus par les idéologies totalitaires. La dignité de la personne humaine reste une source de droits fondamentaux de base, inviolables, comme le droit à l'autodéfense, loi de la liberté et de la propriété, le droit à la vérité et au travail... La vie humaine ne peut en aucun cas devenir l'objet de restrictions, de manipulation ni

d'exploitation. Nous soulignons avec insistance que le mensonge propagé actuellement via les médias et même via des milieux scientifiques appelle le retour à la vérité entendue comme la cohérence entre la réalité perçue et la réalité vécue. Cela sera un processus long et difficile, néanmoins personne n'est dispensée du devoir de recherche de la vérité objective. La désinformation et la pseudoscience (également à l'échelle globale) doivent aujourd'hui éveiller non seulement une grande inquiétude, mais également une condamnation. Le relativisme conduit inéluctablement à l'asservissement et au totalitarisme. A notre avis, toutes les lois doivent absolument respecter la loi naturelle qui offre aux lois et décrets une dimension morale et sert pour le réel bien de l'homme. En revanche, le positivisme juridique qui est contraire aux exigences de la loi naturelle, n'a pas de valeur d'engagement moral. L'injuste loi statutaire devrait être mise en question par la voie de la désobéissance civile, et même être considérée comme caduque. Le droit à la désobéissance aux lois est une caractéristique de droit subjectif devant l'autorité.

Il est de notre devoir de résister à l'autorité qui abuse de ses prérogatives, de même qu'il est nécessaire de lutter contre la dictature sous toutes ses formes. Nous ne protestons pas uniquement contre les différentes formes de harcèlement, mais avant tout contre la puissance tyrannique qui n'a pas de nom qui gouverne aujourd'hui le monde de la finance, des médias, de la surveillance policière et de la politique. La dignité humaine, la vérité et la loi naturelle ne pourront pas à titre définitif perdre contre le nouveau totalitarisme. Restons fermement aux côtés des valeurs humaines les plus précieuses. Soyons unis, gardons le courage et soyons actifs. Nous allons certainement gagner !